

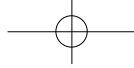
Jean Nke Ndihi

Quel développement pour l'Afrique ? Celui voulu par les africains ou celui imposé par le nord ?

L'interdépendance des intérêts privés des dirigeants politiques du Nord et du Sud fait perdurer le soutien au libéralisme économique et les mesures d'aide prônées au niveau international, qui n'atteignent jamais leurs objectifs. Aussi le Sud propose sa propre analyse des causes de ses difficultés qui font ressortir la carence des politiques à mettre en place des régulations, ou des infrastructures, seules susceptibles d'assurer un développement préservant l'intérêt général et les biens communs.

Cela fait déjà plus de quatre décennies que la majorité des pays du continent africain a accédé à l'indépendance, mais la grande partie de la population de ce continent reste engluée dans la misère qui menace de rayer tout espoir de vie en Afrique. Vu l'énorme potentialité en ressources naturelles dont disposait ce continent lors de ces indépendances, et une population dont la scolarisation avait permis la formation d'une élite intellectuelle de plus en plus importante, le rêve était pourtant permis que l'Afrique décolle sur le plan économique. En juillet 2005, les dirigeants du G8 réunis à Gleneagles ont mis au centre de leurs discussions la misère grandissante en Afrique. Un certain nombre de mesures ont été prises pour améliorer la situation du continent noir qui pourrait être un terrain du terrorisme. Les positions de ce groupe de pays influencent grandement les décisions des institutions internationales. Par le passé, ces dernières s'étaient mises au chevet de





l'Afrique pour certains points précis, mais sans résultat au bout du compte. L'exemple précis que nous essayerons d'évaluer selon l'échéance avancée il y a cinq ans, sera l'engagement du Millénaire pris par les Nations unies en septembre 2000, dont les principaux objectifs visent les pays en développement.

Loin de nous attarder sur les différentes raisons qui expliquent le « non développement » de l'Afrique, il nous semble utile de mettre en lumière deux points importants, pouvant apporter un éclaircissement sur la misère dans laquelle baigne ce continent.

Le poids des dictatures

Lors de l'accession à l'indépendance des pays africains autour des années 1960, le multipartisme était une réalité qui a permis un choix démocratique des premiers dirigeants du continent. Mais très tôt, l'accession au pouvoir dans les pays africains a pris la route des « coups d'État »; cette situation a permis aux « nouveaux hommes forts » sans légitimité démocratique, de se retrouver à la tête des pays. Des gens comme Mobutu, Eyadéma, Bokassa, Moussa Traoré, Kérékou, Seyni Kountché, Hissène Habré, Abacha, Sassou, Compaoré, Obiang Nguéma, etc. ont troqué leur treillis militaire pour le costume de chef d'État, avec pour unique objectif l'affirmation de leur pouvoir.

Se retrouver à la tête de leur pays sans passer par la voix des urnes, ne pouvait que développer le clientélisme entretenu par ces chefs d'État africains avec des pouvoirs politiques au Nord. L'exemple type de cette affreuse politique est celui tant dénoncé par feu François Xavier Verschave, centré sur le clientélisme entretenu par le pouvoir politique français avec un grand nombre de régimes en Afrique. Ces liens opaques sont résumés sous le vocable « Françafrique » qui a été consacré à cet effet. Toute personne qui osait dénoncer ces relations clientélistes tant en Afrique qu'en Europe, était sous le collimateur de ces pouvoirs mafieux. Personne ne dit mieux que François-Xavier Verschave dans les dédicaces du livre retraçant le déroulement du procès dont il fut l'objet, qui déclare :

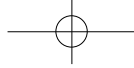
« À toutes les victimes de la criminalité économique et politique des régimes de Denis Sassou Nguesso, d'Idriss Deby et d'Omar Bongo. A tous ceux qui ont le courage de dire la vérité en dépit des menaces qui pèsent sur eux¹ ».

Les responsables de ces régimes africains, au lieu de se comporter en Chefs d'État au service de leur peuple, ont plutôt agi comme « chef de

¹ François-Xavier Verschave, Laurent Beccaria, *Noir Procès*, Paris, Les arènes, 2001.

famille » ou « chef de bande » au service de leur clan ou des nébuleuses qui gravitent autour d'eux pour protéger leur pouvoir.





De nombreux politologues² ou journalistes³ ont analysé cette gestion de l'État postcolonial africain qui a donné les résultats ayant rendu l'Afrique « grand malade » au sein de la communauté internationale.

Les conséquences entraînées par l'instauration des dictatures en Afrique sont nombreuses (corruption généralisée, guerres, bradage des richesses, analphabétisme, chômage, etc.) et expliquent l'état de délabrement actuel du continent africain. Proposer des thérapies pour guérir les différents maux dont souffre l'Afrique actuellement, revient d'abord à assainir cette gestion politique qui ne peut générer que misère et désolation.

Un environnement saccagé

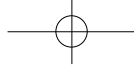
Malgré la présence de certains grands déserts (Sahara, Kalahari, Namib), le continent africain, de part sa situation latitudinale et longitudinale, est un de ceux dont la nature a donné d'énormes possibilités. Depuis l'époque coloniale pendant laquelle une mise en valeur intense du continent a été amorcée, l'environnement africain subit une dégradation progressive. Cette situation s'est accélérée depuis les indépendances, période pendant laquelle aucune politique de protection de l'environnement n'a été élaborée par les nouveaux pouvoirs. Que ce soit dans les villes ou dans les campagnes du continent africain, l'environnement qui devrait être le milieu de protection et d'épanouissement des populations subit une dégradation inquiétante. Le résultat final de cette situation ne peut engendrer que de la misère pour ces populations.

Les forêts tropicales de l'Afrique sont d'après de nombreux botanistes, parmi les plus riches en biodiversité. Mais elles disparaissent à un rythme inquiétant à cause des grandes plantations capitalistes et d'une coupe excessive de ses essences. Un pays comme la Côte d'Ivoire a déjà perdu presque la totalité de ses forêts pour raison de plantations de cacaoyers dont les bénéfices les plus importants pour cette culture enrichissent plutôt l'extérieur. Pour combien de temps le bassin forestier de l'Afrique centrale restera-t-il encore le deuxième espace forestier continu tropical derrière celui de l'Amazonie? De nombreux groupes majoritairement européens et asiatiques ont investi ces forêts pour ravitailler le Nord en bois tropical bien prisé. Ces transactions sur les forêts tropicales africaines se font parfois indirectement par les politiques de premier rang. La bibliothèque François Mitterrand mérite bien ce patronyme, construite en grande partie par le bois tropical, ce matériau avait été fourni par le groupe

²Achille Mbembé — Jean-François Bayart.

³Claude Wauthier — Stephen Smith.





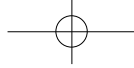
Rougier dont l'administrateur en chef était Jean-Christophe Mitterand qui reçut en ce temps le titre de prince Bamoun, une des régions du Cameroun où ce groupe pillait la forêt. Les politiques locaux ne sont pas en reste, ils sont presque toujours associés à ces groupes étrangers qui pillent leurs forêts, ce qui explique en partie le soutien qu'ils ont de l'extérieur.

Ces forêts spoliées et bradées sont pourtant une richesse énorme pour leur pays et leurs populations. De nombreux groupes dont les Pygmées notamment, tirent l'essentiel de leur vie dans cet écosystème (alimentation, pharmacopée, vie culturelle, etc., viennent de là). La disparition de ces forêts les appauvrit davantage et accentue en même temps le réchauffement climatique responsable du tarissement ou de la disparition de nombreux cours d'eau en Afrique.

La désertification est une autre calamité qui touche particulièrement les régions soudano-sahéliennes de l'Afrique. Outre le réchauffement climatique naturel, il y a l'effet de serre dont sont responsables de nombreux gaz provenant des industries du Nord qui l'accroît. Cette situation s'amplifie par la déforestation et la culture intensive de certaines cultures comme le coton et l'arachide dont les besoins en eau sont supérieurs aux disponibilités du milieu. La vie pastorale autour de laquelle étaient centrées les activités des populations s'estompe. L'hécatombe ayant touché le bétail de la zone soudano-sahélienne, provoquant de grandes famines et des milliers de morts en 1974 est une des principales conséquences de la désertification touchant le continent africain.

Étant donné que la déforestation et la désertification frappent les zones rurales, les jeunes de ces milieux n'ont plus d'autres choix que d'aller grossir les villes. Depuis quelques décennies, des mégapoles deviennent de plus en plus nombreuses en Afrique pour raison principale l'exode rural. À cause du manque de politique efficace de mise en place d'infrastructures devant aller au même rythme que l'augmentation de la population, les grandes villes africaines sont fortement polluées. Les débris de tout genre s'amoncellent partout et jouxtent même les habitations dans les quartiers populaires. Cette situation connaît une ampleur nouvelle par le fait que l'Afrique est devenue la poubelle de l'Europe. Bénéficiant de sa proximité, l'Europe, un des continents soutenant la surconsommation, exporte sa pacotille des temps modernes vers ce continent. Du matériel de cuisine aux véhicules ne répondant plus aux normes en vigueur, en passant par le vestimentaire, l'Afrique s'écroule sous le poids de ce matériel devenu encombrant pour l'Europe. Ce type d'exportation fait souvent concurrence aux industries locales qui paradoxalement, sont le fruit de la coopération avec le Nord.





Une autre forme de pollution de l'Afrique par le Nord s'est développée il y a deux décennies. Il s'agit de l'exportation des déchets toxiques perpétrée par de nombreuses entreprises du Nord qui avaient signé des contrats en bonne et due forme avec certains gouvernements africains. Ces derniers acceptaient de recevoir des déchets pourtant très dangereux, en échange d'une compensation financière afin de renflouer leur trésorerie en panne. Ces transactions n'avaient pourtant pas été faites à l'insu des pouvoirs politiques européens qui dès l'indignation de l'opinion internationale concernant ce genre de marché, avaient par l'entremise du Parlement européen⁴ interdit l'exportation des déchets toxiques. De nombreux pays africains parmi lesquels la Guinée Bissau, l'Angola, le Gabon, le Nigeria, le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée Conakry, le Bénin, le Liberia, etc. avaient ainsi reçu des déchets très dangereux pour la santé de leurs populations.

Il n'est donc pas surprenant que dans un tel environnement, la santé des populations africaines soit compromise, non seulement par des affections dues à la promiscuité de simples ordures ménagères, mais aussi et surtout par des maladies dangereuses et rares dues aux pollutions chimiques de plus en plus importantes. Jadis rares, les cas de cancer par exemple sont devenus monnaie courante dans les hôpitaux en Afrique sub-saharienne. Il ne serait pas surprenant que ces nouvelles formes de pollution soient à l'origine de cette montée en puissance du cancer dans les pays africains.

Quitter à tout prix « l'enfer africain »

Dans ce contexte socio-économique difficile, nombreux sont les jeunes Africains qui pensent qu'il n'y a plus d'espoir en continuant à vivre dans le continent. La plupart des pays du Nord ont érigé des murailles de législation et une ceinture de protection aux frontières des aéroports, pour empêcher les hordes venant d'Afrique de rentrer dans leur espace. Malgré toutes ces précautions, des milliers de jeunes Africains bravent tout pour se retrouver dans l'« eldorado » au Nord. Les trois exemples que nous allons présenter montrent comment les jeunes Africains ne reculent devant aucun risque pour fuir la misère qui écrase leur continent.

Les passagers suicidaires de Sabena

C'est avec consternation et colère que le monde entier apprenait le 2 août 1999 au matin, le décès de Yaguine Koïta et Fodé

⁴F. Roelants Du Vivier, *Les vaisseaux du poison*, Paris, Sang de la Terre, 1988.



Toukara, deux jeunes Guinéens de 14 et 15 ans s'étant introduits dans le train d'atterrissage d'un avion de la Sabena assurant la ligne Conakry-Bruelles. Outre ces deux décès tragiques, l'opinion publique bouleversée a appris qu'on avait retrouvé dans leur poche un message rédigé le 29 juillet 1999 à Conakry dans lequel ils s'adressaient aux responsables européens. Dans ce message, ils expliquaient ce qui les avait poussés à prendre un tel risque. L'idée principale que nous pouvons retenir de ce drame est que les jeunes Africains ne croient plus à une possibilité de pouvoir mener une vie heureuse dans leur continent. Ils s'en remettent à l'extérieur pour sortir de la misère. Ils ont ainsi déclaré dans leur message :

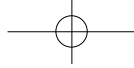
« Messieurs, les membres et responsables d'Europe, c'est à votre solidarité et votre gentillesse que nous vous appelons au secours en Afrique. Aidez-nous, nous souffrons énormément en Afrique... nous avons des problèmes et quelques manques de droits de l'enfant⁵ ».

Les naufragés volontaires

Loin d'avoir les mêmes objectifs qu'Alain Bombard qui s'était fait passer pour cobaye lors de sa traversée de l'Atlantique sur un canot pneumatique en 1952, de nombreux jeunes Africains prennent des embarcations de fortune depuis quelques années au large de la Libye pour se rendre en Europe. Les rescapés qui ne sont pas très nombreux échouent pour la plupart sur l'île italienne de Lampedusa où ils sont gardés dans des camps fermés. Les demandes d'asile pour des raisons politiques que ces personnes formulent sont habituellement refusées. L'une des raisons pour laquelle le régime du leader Libyen, sans toutefois changer ses méthodes, est devenu fréquentable par le Nord, tient au fait qu'il a signé des accords pour renvoyer ces rescapés chez eux.

Les conventions internationales prévoient en pareil cas, que le renvoi se fasse en direction du lieu d'embarquement; la Libye devenait incontournable par le fait que c'est à partir de ce pays, que les ressortissants de nombreux pays de l'Afrique sub-saharienne tentaient cette mésaventure d'entrer dans l'« espace Schengen ». Pour raison de protection de ses frontières, l'Europe jadis chantre de la bonne gouvernance et de protection des droits humains dans les régimes du Sud, a fermé les yeux sur le cas libyen, sacrifiant des milliers de personnes dont le risque d'être reversées en mer était très élevé.

⁵ Lettre de Yaguine Koita et Fodé Toukara avant leur vol suicidaire du 2 août 1999



Les victimes d'une colonisation interminable

Contrairement au cas des deux jeunes Guinéens et des milliers de rescapés de Lampedusa dont la « faute » était de tenter d'entrer illégalement en Europe, c'est bien sur le territoire géographique du continent africain que d'autres milliers de jeunes Africains ont été repoussés, et des morts à la clé, en forçant les grilles de Ceuta et Mellila en fin septembre — début octobre 2005. Depuis plusieurs siècles, l'Espagne occupe deux bouts de territoire au nord du Maroc alors que la période de colonisation est révolue. Le maintien de cet espace politique européen à l'intérieur de l'Afrique géographique, ne peut susciter que des tentatives de ce genre.

Une des solutions simples dans cette situation serait le retrait de l'Espagne de ces deux territoires en reculant sa barrière de « camp retranché » au sud de la péninsule ibérique. Cela ferait moins de tentation et moins de victimes de la part des Africains qui osent encore s'aventurer de cette façon pour entrer en Europe, malgré les risques évidents qu'ils encourent.

Les contradictions de Gleaneagles et l'utopie du Millénium

Parler de l'Afrique au niveau des instances internationales revient à penser à la misère, au sida, aux dictatures, aux famines, à la criminalité, etc. Bref l'image de l'Afrique reste très négative aux yeux des autres dont les responsabilités sont pourtant évidentes, et bien sûr aux côtés de celles de l'Afrique elle-même.

Le dernier sommet du G8 n'a pas échappé à cette tradition. Pour penser éradiquer la pauvreté dans le continent africain, les dirigeants de ces huit pays ont pris notamment la décision d'annuler la dette de 18 pays parmi les plus pauvres, dont la plupart sont africains. Pour s'attaquer à la pauvreté, et indirectement favoriser le développement, il faut plutôt agir sur ses causes qui sont très nombreuses en Afrique, les plus en vue étant :

- Le pillage des matières premières par le Nord
- La détérioration des termes de l'échange
- Le soutien aux dictatures qui détournent les richesses du pays pour leur profit personnel
- Les subventions agricoles au Nord qui neutralisent les petits producteurs du Sud
- La dégradation de l'environnement
- L'instauration des Plans d'Ajustement Structurel (PAS), etc.



En nous référant à ces principales causes de la pauvreté en Afrique, il y a des raisons de ne pas croire aux effets de cette décision qui est contradictoire par rapport aux pratiques réelles de la plupart des pays du G8. Nous constatons déjà que dans la liste des pays déchargés de la dette, il n'y a que des « non – solvables » dépourvus de richesse ou n'ayant pas de richesses exploitables. Un pays comme la République démocratique du Congo (RDC) qui est démantelé avec une population démunie, n'est pourtant pas concerné par cette annulation de la dette, tout simplement parce que ses énormes richesses peuvent continuer à être pillées.

Les prix des productions du Sud continuent à baisser par rapport aux produits manufacturés du Nord, ce qui réduit de plus en plus le pouvoir d'achat des populations africaines, et en d'autres termes les appauvrit. En violation des règles de l'OMC pourtant instrument de domination commerciale du Nord, l'Europe et les États-Unis continuent à subventionner leur agriculture face aux petits producteurs africains contraints d'accrocher leur outillage rudimentaire. Les révélations faites en fin octobre-début novembre 2005 concernant les personnes qui touchent ces subventions dans quelques pays européens, nous font comprendre que certains de ces dirigeants en sont les premiers bénéficiaires. Imaginer ce que la Reine d'Angleterre, le Prince Charles et le Prince Albert de Monaco ont perçu comme subventions de la part de l'Europe lors de la dernière année, nous fait comprendre la défense de la Politique Agricole Commune (PAC) par les ténors de la politique en Europe.

À Gleanagle, le problème du changement climatique était l'autre point de débat important pour les dirigeants du G8. Tous savent pourtant bien que la désertification, la déforestation et l'énorme pollution des grandes métropoles africaines ont de fortes influences sur les changements climatiques globaux et l'accentuation de la misère en Afrique. Mais aucun dirigeant lors de ce sommet n'a pu évoquer lors des discussions concernant ce point, le fait que les États-Unis, principal producteur des gaz à effet de serre responsables de ces changements, refusent de signer le protocole de Kyoto qui envisage de réduire la production de ces gaz. Cette hypocrisie ne peut que renforcer l'idée que ces décisions du G8 ne pourront rien changer sur la situation de misère qui prévaut en Afrique, si les Africains eux-mêmes ne s'engagent à œuvrer dans ce sens. La décision du G8 concernant l'annulation de la dette des 18 pays les plus pauvres ne vise à notre avis, que la relance de la consommation, mais aussi indirectement la réduction du mécontentement général du Sud face à la montée du terrorisme.

Les Nations unies, à travers leurs institutions spécialisées, mènent de nombreux programmes pour réduire et, si possible, éradiquer la misère dans le continent africain. Si les résultats de ces engagements sont loin de donner espoir, il y a des situations pires encore qui restent en suspens. Le slogan de l'OMS dès la fin des années soixante-dix qui parlait de « *santé pour tous en l'an 2000* » s'est tu à l'approche de l'échéance et est resté sans lendemain jusqu'à maintenant.

En septembre 2000, les Nations unies à travers la participation de 189 pays, ont pris un autre engagement concernant les pays les plus pauvres, dont la majorité se trouve dans le continent africain. Cet *Engagement du Millénaire* ou *Objectifs du Millénaire* (ODM) comme on l'a appelé, est le résultat de nombreux sommets des Nations unies sur certaines problématiques précises (Sommet sur l'environnement et le développement à Rio en 1992, Le Caire en 1994 sur la population, Copenhague en 1995 sur le développement social, Pékin la même année sur les femmes, Rome en 1996 sur l'alimentation).

L'année butoir a été fixée en 2015 pour atteindre une amélioration concernant certains aspects précis dans ces pays pauvres. Au tiers du parcours, il est utile d'évaluer ce qui a été fait, afin de pouvoir faire une projection sur ce qui peut être attendu en 2015. Nous pourrions ainsi prendre quelques points concernant ces objectifs à atteindre pour établir cette projection.

Réduire le taux de mortalité infantile, la malaria, le sida dans les pays en développement de 2/3 des années 1990 en 2015

La situation socio-économique actuelle de l'Afrique depuis l'instauration des Plans d'Ajustement Structurel (PAS) a pris un énorme coup, car le secteur sanitaire a connu aussi d'énormes problèmes avec une forme de privatisation dans les hôpitaux publics qui ont abandonné toute forme de gratuité malgré l'indigence de la majorité des populations. Les hôpitaux publics sont devenus de véritables mouiroirs dans la plupart des pays africains, c'est peut-être la raison pour laquelle de nombreux centres de santé privés se sont développés dans les métropoles africaines. La malaria connaît une résurgence face aux résistances développées à la quinine dont le coût est moins élevé que celui des nouvelles molécules. En plus la promiscuité dans laquelle vivent les populations est un vecteur pour la prolifération des moustiques responsables de cette affection. Le sida prend de l'ampleur avec la misère qui accélère la prostitution, très peu de personnes atteintes de sida sont capables de supporter les coûts de la trithérapie, tout comme l'utilisation



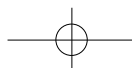
des préservatifs qui reste limitée pour des raisons multiples. Il semble dans cette situation qu'il n'y ait aucune chance que le taux de mortalité infantile, la malaria et le sida se réduisent en Afrique d'ici 2015.

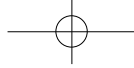
Promouvoir l'éducation primaire dans tous les pays en 2015

Pour des raisons évoquées dans le cas d'une hypothétique réduction de la mortalité infantile, il paraît utopique de dispenser l'éducation primaire à tous les enfants en Afrique. Depuis quelques années, seuls les enfants des milieux favorisés sont scolarisés en Afrique, ce qui augure des lendemains sombres dans le domaine éducatif. La misère grandissante dans des familles pour des raisons multiples, ne permet pas aux parents d'assurer la scolarisation de leurs enfants. Depuis presque deux décennies, le phénomène d'« enfant de rue » prend une ampleur inquiétante dans le continent. Ces jeunes, qui sont pour la majorité des mineurs, ont pourtant droit à l'instruction. Mais la réalité est autre avec les conséquences incalculables qui sont à venir. Il est donc illusoire d'attendre une amélioration miracle dans ce sens d'ici 2015.

Éradiquer la pauvreté et la faim

La pauvreté en Afrique, comme nous l'avons évoqué plus haut, est le résultat de nombreux facteurs dont l'un des plus importants est la spoliation des richesses du continent au bénéfice des pays du Nord. La réduction de la pauvreté dans les pays pauvres d'ici 2015 que les Nations Unies ont prévu à travers les Objectifs du Millénaire n'a aucune chance d'être réalisée pour plusieurs raisons. Comment imaginer qu'un producteur de coton tchadien, nigérien ou burkinabé, améliore sa situation face à son « collègue » espagnol, grec ou américain lourdement subventionné ? Les prix d'achat du cacao, du café, de la banane ou de tout autre produit africain dégringolent proportionnellement par rapport aux biens des industries du Nord, ce qui est très injuste sur le plan éthique. Nous savons pourtant que les paysans africains passent beaucoup plus de temps à produire les denrées commerciales que les cultures vivrières, ce qui indirectement accentue les famines à cause des recettes insuffisantes devant leur permettre de s'acheter à manger. Face au dénuement économique, la culture des OGM risque d'aggraver des situations de famine ; si les paysans sont incapables de s'acheter la semence chez le vendeur lors de la période de semailles, les famines sont assurées pour le reste de l'année. Auparavant, les producteurs gagnaient toujours une partie des récoltes pour l'année suivante comme semence. Avec l'effet *Terminator* des OGM, ils deviennent éternellement dépendants des producteurs de semence qui ne « feront plus





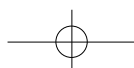
l'humanitaire» après la distribution des semences de la période expérimentale. Il n'y a aucune raison de penser que l'on pourra ainsi éradiquer la pauvreté et la faim en Afrique d'ici 2015, tout au contraire...

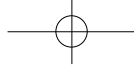
Assurer de l'eau potable à tous

Par sa position géographique, le continent africain dispose d'énormes ressources en eau malgré la présence de certaines zones arides comme le Sahara. Mais les déforestations, la désertification et de nombreuses pollutions dues notamment aux produits chimiques provenant des intrants agricoles, font se raréfier l'eau potable en Afrique. La zone soudano-sahélienne a vu la plupart de ses puits tarir à cause des fortes chaleurs qui s'abattent dans cette zone depuis trois décennies, ce qui a favorisé l'exode rural. Dans les grandes villes, les bornes fontaines publiques qui avaient un caractère social pour approvisionner les populations nécessiteuses en eau potable ont disparu. Les entreprises publiques qui avaient la charge de le faire ont été privatisées lors des Plans d'Ajustement Structurel qui ont été imposés aux pays africains, ce qui a permis aux multinationales de l'eau d'en devenir propriétaires après négociations avec les différents États. La conséquence directe est qu'il n'y a plus de sources d'approvisionnement publique en eau potable dans les villes, ce qui oblige les populations pauvres à utiliser l'eau fortement polluée des cours d'eau qui serpentent les grandes villes. Les consommateurs de telles eaux sont évidemment d'éternels abonnés aux maladies diarrhéiques dont les conséquences sont incalculables. Il ne fait aucun doute qu'il n'y ait aucune chance pour que cette situation s'améliore en Afrique d'ici 2015.

Il est inutile de multiplier les exemples pour comprendre que les objectifs que se sont fixés les Nations unies pour améliorer la vie dans les pays du Sud d'ici 2015 ne seront pas atteints. Plus de 40 ans après leur indépendance, les pays africains semblent faire du « sur – place » sur la route du développement. Quel développement peut et veut l'Afrique? Nous pensons que ce développement devrait être une amélioration des conditions de vie de ces populations dans le respect de leurs cultures, sans toutefois passer par le test des indicateurs des Nations unies qui ne sont pas des thermomètres passe-partout. Si le développement comme concept dans le sens occidental est de plus en plus contesté⁶, c'est tout simplement parce que tout développement est le reflet de la culture, de l'Histoire des populations concernées. Le visage du développement

⁶Lire les publications de Serges Latouche, Michael Singleton, etc.





de l'Afrique ne sera jamais comme celui de l'Europe, des États-Unis, du Japon ou de la Chine.

Ce sont les populations africaines et les dirigeants de leurs pays qui doivent être les seuls à définir leur(s) type(s) de développement. Le résultat des recettes concoctées par le Nord montre qu'elles ne sont pas une panacée. Aujourd'hui en Afrique par exemple, lorsqu'on parle de « développement durable », on constate que la plus grande partie des personnes ne sait pas pour qui est vendu ce concept. Est-ce pour le développement auquel leur continent n'arrive pas à s'accrocher, ou alors pour l'environnement qui leur donnait le maximum de ce dont ils avaient besoin ? Difficile donc à imaginer que l'on parle de la même chose lorsqu'il est question de développement.

Si la globalisation a de nombreux détracteurs pour certaines de ses conséquences, il est unanime de reconnaître que la circulation rapide de l'information est un avantage énorme pour le monde actuel. Cette situation permet différents types de coopération, afin d'envisager des échanges devant soutenir un développement dans lequel tous les peuples se reconnaîtraient. L'élan de solidarité ayant suivi *letsunami* a montré que tous les peuples touchés avaient besoin d'une aide extérieure. En même temps, le passage de l'ouragan *Katrina* en Nouvelle-Orléans nous a montré un visage misérable des États-Unis, tout comme celui que nous présente la France depuis les émeutes d'octobre 2005. Ces situations nous font comprendre que l'humanité ne connaîtra la paix et n'aura un sens qu'avec une bonne répartition des richesses, tant à l'intérieur des pays qu'entre le Nord et le Sud. Pour le moment, nous n'avons qu'une Terre à partager, surtout pour ceux qui n'ont pas les moyens de déménager vers une autre planète. L'Afrique actuelle croit à cette coopération qui pourra assurer le développement que nous attendons tous, chacun à sa façon.

